



Union Interparlementaire
Pour la démocratie. Pour tous.

Rapport d'activité de la présidence de l'UIP

Evaluer la première moitié du mandat
2017-2020 à l'aune des activités menées



Copyright © Union interparlementaire (UIP), 2019

Tous droits réservés. Il est interdit de reproduire, transmettre ou stocker dans un système de recherche documentaire, partiellement ou totalement, la présente publication sous quelque forme ou par quelque moyen, électronique ou mécanique que ce soit, y compris par la photocopie ou l'enregistrement, sans l'autorisation préalable de l'Union interparlementaire.

Le présent ouvrage est diffusé à condition qu'il ne soit ni prêté ni autrement diffusé, y compris par la voie commerciale, sans le consentement préalable de l'éditeur, sous une présentation différente de celle de l'original et sous réserve que la même condition soit imposée au prochain éditeur.

Les demandes de reproduction ou de traduction en tout ou partie du texte de la présente publication seront accueillies favorablement. Elles doivent être adressées à l'Union interparlementaire. Les Parlements membres et leurs institutions parlementaires peuvent reproduire ou traduire en tout ou partie le texte de la présente publication sans autorisation, mais sont priés d'en informer l'Union interparlementaire.

Photo de couverture : © UIP/Pierre Albouy

Rapport d'activité de la présidence de l'UIP

**Evaluer la première moitié du mandat 2017-2020
à l'aune des activités menées**



© UN Photo/Loey Felipe

Chers collègues,

L'Union interparlementaire (UIP), créée il y a 130 ans, est aujourd'hui non seulement la plus importante organisation de parlementaires au monde, mais également une institution solidaire des ambitions et des espoirs de toute l'humanité. Les parlementaires, qui doivent affronter des défis d'une ampleur sans précédent, se sentent unis au sein de l'UIP autour d'une mission commune.

L'un des défis les plus importants que nous, parlementaires, devons relever est la mise en œuvre du Programme de développement durable à l'horizon 2030. Notre Organisation contribue grandement à la réalisation de ses objectifs, en coordination avec le système des Nations Unies. Je suis certaine que plus de 46 000 parlementaires déterminés ont le pouvoir de transformer la planète.

Je suis convaincue que les parlementaires sont, par excellence, les personnes qui manient le mieux l'art de l'espoir. L'espoir est leur carburant, ils tentent d'en déceler partout la trace la plus infime, même dans les situations les plus difficiles où se trouvent bon nombre de nos concitoyens. Tant que les parlementaires seront porteurs d'espoir, la raison d'être et la force de l'UIP iront croissant dans le monde actuel.

Aujourd'hui, 130 ans après la création de notre Organisation, il est très opportun d'en relire les Statuts, qui prévoient que "l'Union interparlementaire œuvre en vue de la paix et de la coopération entre les peuples et en vue de l'affermissement des institutions représentatives". Dans cet esprit, l'UIP s'est efforcée de devenir un lieu où tous les parlements nationaux se sentent chez eux, en développant un "esprit de famille des parlements" – une famille capable de rendre plus harmonieuse la vie quotidienne des personnes qu'elle a la délicate et estimable tâche de représenter.

Cette nécessité devient encore plus impérieuse à une époque où nous assistons au paradoxe manifeste du consensus multilatéral, en proie à une crise de plus en plus grave. Celle-ci est née de la subordination de certaines réalités aux décisions d'un petit nombre, alors que les problèmes mondiaux exigent, de toute urgence, davantage d'interventions communes de la part de la communauté internationale dans son ensemble.

Certes, les grands défis auxquels nous sommes confrontés, que ce soit dans les domaines de la sécurité, du développement, de la protection de l'environnement ou de l'autonomisation des femmes, nécessitent que tous les parlementaires se donnent la main et manifestent leur disposition à promouvoir la solidarité pour parvenir à un développement véritable et intégral.

Dans le contexte d'une mondialisation croissante, il est important de reconnaître le rôle suprême que jouent les parlements et l'UIP en contribuant, comme le stipulent nos Statuts, "à la défense et à la promotion des droits de la personne, qui ont une portée universelle et dont le respect est un facteur essentiel de la démocratie parlementaire et du développement".

La présidence de l'UIP s'est engagée à accomplir cette mission toute particulière avec force et détermination et souhaite, dans les pages qui suivent, en rendre compte en toute transparence, avec discernement et professionnalisme.

Gabriela Cuevas, Présidente de l'UIP

1. A mi-parcours : les engagements de la présidence

L'UIP, une organisation au service des parlementaires

Mon premier engagement était et restera d'**être proche de mes collègues parlementaires** et de travailler main dans la main avec les parlements nationaux. A cette fin, j'ai effectué **46 déplacements dans 24 Etats** : Allemagne, Arabie saoudite, Argentine, Azerbaïdjan, Bahreïn, Bolivie, Canada, Egypte, Emirats arabes unis, Espagne, Etats-Unis d'Amérique, Inde, Israël, Koweït, Malte, Maroc, Oman, Palestine, Pologne, Qatar, Serbie, Sri Lanka, Suisse, Viet Nam. Cet été, j'espère pouvoir me rendre en Afrique, en Europe et dans une région qui me tient particulièrement à cœur, l'Amérique latine et les Caraïbes. Je souhaite remercier les nombreux parlements qui m'ont accueillie dans leur pays et qui m'ont initiée à leurs lois, leurs politiques et leur culture. Avant tout, je tiens à les remercier de m'avoir permis de faire plus intimement connaissance avec leur peuple.

Mon rapprochement avec les parlements n'a été possible qu'au prix de nombreux efforts. En raison de la politique de stricte austérité budgétaire que mène le Mexique, mes déplacements n'ont pas été financés par des fonds publics. S'agissant de mes frais de déplacement, je tiens à vous informer **en toute transparence** que l'UIP couvre les frais liés aux réunions officielles de l'Organisation (Assemblées, Audition parlementaire annuelle et Conférence des Parties). Pour les autres manifestations, je touche 30 000 francs suisses d'honoraires par an. Toutefois, pour répondre aux invitations de nos Membres et d'autres organisations internationales, et même honorer le programme de l'ONU, je prends moi-même en charge les frais relatifs à de nombreux déplacements. Je publie toutes ces informations sur les réseaux sociaux pour garantir une transparence maximale et éviter les conflits d'intérêts.

Ces dix-huit derniers mois, en plus d'avoir effectué ces déplacements, j'ai cherché à établir le dialogue avec les parlementaires lors de nos réunions. J'ai essayé de m'entretenir individuellement avec autant de collègues parlementaires et de Membres associés que possible, en fonction du temps qui m'était imparti, afin de bâtir des relations de travail plus étroites et plus efficaces.

Les parlementaires étant au cœur des travaux de l'UIP, renforcer leurs capacités est essentiel pour obtenir des résultats plus fructueux au bénéfice de l'organisation, des parlements nationaux et des citoyens. Dans cette optique, je me suis engagée à **mettre en œuvre des programmes de renforcement des capacités** à l'intention des parlementaires et de leurs équipes. Jusqu'à présent, je me suis consacrée à encourager, appuyer et assurer le suivi des manifestations visant à atteindre cet objectif, mais surtout, j'ai travaillé sans relâche à l'organisation d'un nouveau **séminaire de leadership de l'UIP**. J'ai déjà élaboré une grande partie du programme et largement avancé dans la recherche d'universités,

de groupes d'experts et de fonds. Néanmoins, **je fais appel à votre concours** pour établir des partenariats avec les meilleures universités du monde et trouver davantage de fonds. Je vous invite à prendre contact avec moi à cet égard ou sur tout autre sujet.

Mon engagement auprès des parlementaires a également consisté à **promouvoir le programme d'égalité des sexes** et à déployer tous les efforts possibles pour ouvrir davantage d'espaces aux femmes. J'ai participé et prononcé des allocutions à de nombreux sommets internationaux sur cette question. Je citerai par exemple les 62^e et 63^e sessions de la Commission de la condition de la femme, à New York, le 12^e Sommet des Présidentes de parlement, à Cochabamba, la séance plénière du sommet sur l'implication des femmes en matière de sécurité mondiale et de développement durable, à Saint-Pétersbourg, le groupe directeur de haut niveau de l'initiative « Chaque femme, chaque enfant », à New York, et le Forum 2018 du Partenariat pour la santé de la mère, du nouveau-né et de l'enfant (PMNCH), à New Delhi. Par ailleurs, j'ai participé à plusieurs dialogues de haut niveau avec des responsables internationaux, et bien sûr, j'ai été en contact étroit avec le Forum des femmes parlementaires de l'UIP.

Ces deux dernières années, la présence des femmes dans les parlements nationaux n'a augmenté que d'un pour cent. Cette faible progression nous indique que si nous voulons atteindre l'égalité des sexes, chacun d'entre nous doit s'y atteler au quotidien. Je suis convaincue que l'autonomisation des femmes peut donner naissance à des sociétés meilleures et plus justes. C'est un engagement que j'ai pris envers vous et un volet essentiel du Programme 2030.

L'UIP, une institution utile aux parlements nationaux

L'UIP doit mettre ses capacités au service de l'institutionnalisation des parlements du monde, afin qu'ils puissent assurer plus efficacement leurs fonctions de représentation, de législation, de contrôle et d'allocation budgétaire. C'est pourquoi j'ai accordé une grande importance à la participation active des parlementaires à **des ateliers et des séminaires** sur l'application des traités. Parmi ceux qui se sont tenus au cours des dix-huit derniers mois, je mentionnerai par exemple l'atelier de la Campagne internationale pour abolir les armes nucléaires (ICAN) visant à promouvoir la ratification et la mise en œuvre du Traité sur l'interdiction des armes nucléaires, l'atelier sur l'avant-projet de Pacte mondial sur les réfugiés, l'atelier à l'intention des présidents des commissions des affaires étrangères et des finances et l'atelier sur le financement des Objectifs de développement durable (ODD) – tous deux organisés en collaboration avec l'Office des Nations Unies à Genève (ONUG) et la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement (CNUCED) – la Conférence

mondiale des jeunes parlementaires, l'atelier sur les nouvelles mensongères, le séminaire sur la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes, les ateliers sur l'outil d'auto-évaluation sur les stratégies relatives aux ODD et leur mise en œuvre, et le séminaire tenu à Rabat à l'occasion de l'adoption du Pacte mondial pour des migrations sûres, ordonnées et régulières. Nous avons également organisé deux réunions annuelles à l'occasion de la Conférence des Parties (COP), qui se sont révélées très utiles pour mettre en lumière la mise en œuvre et le financement de l'Accord de Paris et, par là même, offrir des perspectives plus encourageantes en matière de lutte contre les changements climatiques. L'ajout d'un volet pratique à nos Assemblées et aux activités interparlementaires est, à l'évidence, très utile pour promouvoir des actions claires et concrètes en vue de la mise en œuvre des accords internationaux.

En outre, dans le cadre de mes activités visant à accroître l'utilité de l'UIP pour les parlements nationaux, je me suis engagée à trouver des moyens d'aider les Etats membres à créer des parlements forts et démocratiques. En tant que fervente partisane de l'approche consistant à prêcher par l'exemple, je me réjouis de constater que l'UIP est devenue une **institution plus démocratique et transparente**. Pour la première fois dans l'histoire de notre institution – dans le cadre de l'engagement visant à démocratiser et décentraliser les procédures décisionnelles –, la composition du **Comité préparatoire de la Conférence mondiale des Présidents de parlement de 2020 et l'élection des membres du Groupe consultatif de haut niveau sur la lutte contre le terrorisme et l'extrémisme violent** ne relèvent plus de la Présidence et du Secrétariat. Dorénavant, ces décisions seront prises de concert avec les groupes géopolitiques, qui seront invités à faire des propositions de composition pour le Groupe consultatif de haut niveau, lors de la prochaine Assemblée.

Enfin, mue par mon engagement de rendre l'UIP plus utile aux parlements nationaux, j'ai été en contact étroit avec les groupes géopolitiques, que j'ai sollicités à chaque Assemblée et dont j'ai suivi les activités. **La proximité avec les différents groupes géopolitiques** est essentielle pour bâtir un programme ouvert, qui reflète la pluralité des points de vue des différents contextes nationaux dans le monde.

L'UIP, un acteur clé du programme mondial

Notre Organisation jouit du statut d'observateur auprès de l'ONU, mais ce n'est pas suffisant. J'ai demandé à ce que les parlementaires du monde aient une voix plus audible et plus forte à l'ONU et contribuent à l'élaboration du programme d'action mondial. L'UIP a, par exemple renforcé sa visibilité aux grandes réunions internationales en participant au **Forum mondial de l'investissement**, du 22 au 26 octobre 2018. C'est la première fois qu'un parlementaire intervenait dans cette importante réunion multipartite de haut niveau, et également la première fois que la présidence de l'UIP participait à ce Forum qui existe depuis dix ans. Autre exemple pertinent, le Sommet des Présidents de parlement du G20 – le P20 – s'est tenu à Buenos Aires (Argentine) du 31 octobre au 2 novembre 2018.

C'est la première fois que l'UIP organisait cet événement, et nous espérons qu'il aura désormais lieu chaque année.

Au vu de l'urgente nécessité de défendre le multilatéralisme et de la responsabilité de mettre en œuvre, de façon adéquate, le Programme de développement durable à l'horizon 2030 comme les traités internationaux, il est indispensable de renforcer la communication, la coordination et la collaboration entre l'UIP et le **système des Nations Unies**. C'est pourquoi la présence de l'UIP dans les manifestations organisées par l'ONU et d'autres organisations multilatérales s'est accrue et que nous avons davantage synchronisé nos agendas. En ma qualité de Présidente de l'UIP, j'ai maintenu un contact étroit avec le Secrétaire général de l'ONU, António Guterres, et les deux présidents de l'Assemblée générale, Miroslav Lajčák et María Fernanda Espinosa. En outre, je me suis entretenue avec d'autres responsables de l'ONU, notamment: le Haut-Commissaire des Nations Unies pour les réfugiés, Filippo Grandi; le Secrétaire général de la CNUCED, Mukhisa Kituyi; le Secrétaire général adjoint au nouveau Bureau de lutte contre le terrorisme, Vladimir Ivanovich Voronkov; la Secrétaire exécutive de la Convention-Cadre des Nations Unies sur les changements climatiques (CCNUCC), Patricia Espinosa; l'actuel et l'ancien Directeur général de l'Organisation internationale pour les migrations (OIM), respectivement António Manuel de Carvalho et William Lacy Swing; l'actuelle et l'ancien Haut-Commissaire aux droits de l'homme, respectivement Michelle Bachelet et Zeid Ra'ad Al Hussein. Echanger nos points de vue et réaffirmer à nos interlocuteurs la détermination de l'UIP à continuer de coopérer activement avec l'ONU et d'autres organisations internationales est primordial pour faire plus largement entendre notre voix à propos des priorités mondiales.

Un autre événement marquant auquel j'ai participé est le débat de l'Assemblée générale des Nations unies sur l'**interaction entre l'ONU, les parlements nationaux et l'UIP**, qui s'est tenu le 22 mai 2018, au Siège de l'ONU à New York. A l'issue du débat, une résolution présentée par 91 co-auteurs a été adoptée. En plus d'être plus claire et plus concise que les précédentes, elle est novatrice à trois égards: 1) elle proclame le 30 juin **Journée internationale du parlementarisme**, à compter de 2018; 2) elle donne la possibilité aux parlementaires de participer aux grandes **réunions de coordination au Secrétariat de l'ONU**; 3) elle ouvre la voie à de **nouveaux domaines de coopération**, tels que la pérennisation de la paix, le dialogue interconfessionnel et interethnique, ainsi que la lutte contre le terrorisme et la prévention de l'extrémisme violent. Cette résolution marque aussi une amélioration de la représentation et de l'inclusion, car elle donne la possibilité aux parlementaires d'assister à des réunions importantes, alors qu'auparavant, seul le Secrétariat y était invité. Cette résolution représente un succès majeur pour l'UIP et les parlements à travers le monde.

2. Rapport semestriel : changer le monde en changeant nos communautés

J'arrive à mi-parcours de la mission que vous m'avez confiée en me nommant à la présidence de notre prestigieuse organisation. J'ai le plaisir de vous faire part ici des activités – intenses mais si gratifiantes – que j'ai menées en ma qualité de Présidente de l'UIP ces six derniers mois. A toutes les personnes qui, à travers le monde, sont préoccupées par les problèmes que nous rencontrons aujourd'hui en tant que communauté internationale et qui appellent de leurs vœux une coopération internationale accrue en vue de trouver des solutions, je tiens à réaffirmer que tous les Membres de l'UIP sont unis pour trouver les meilleures options législatives et relever ces défis. C'est notre objectif premier, et ce le sera encore dans les années à venir. Avant de poursuivre, je tiens encore une fois à vous remercier, vous, les Membres de l'UIP, mes collègues et le Secrétariat, pour le soutien, le travail acharné et les efforts considérables que vous déployez au service de notre organisation. Je suis très honorée de diriger une équipe composée de membres aussi enthousiastes et engagés.

Nous sommes tous concernés par les défis auxquels le monde fait face aujourd'hui. En tant qu'organisation qui reflète le mieux l'opinion publique mondiale, nous avons le devoir de relever au mieux ces défis et d'apporter des solutions par le dialogue et des actions concrètes. Je me félicite du travail que nous avons accompli ensemble et des résultats positifs que nous avons obtenus jusqu'à présent, mais je sais aussi qu'il reste beaucoup à faire. Forte de ces considérations, je me réjouis à la perspective d'occuper la présidence de l'UIP pendant les dix-huit mois qui viennent, sans toutefois minimiser la grande responsabilité qui m'incombe.

Au cours de la **139^e Assemblée de l'UIP**, je me suis entretenue avec les Présidents du Groupe des Douze Plus, du Groupe Asie-Pacifique et du Groupe Eurasie, ainsi qu'avec les présidents des

commissions de l'UIP et plusieurs présidents de parlement et des délégués. Je ne peux que saluer le caractère fructueux et prometteur de ces réunions, qui nous encourage à continuer d'œuvrer pour traiter les questions en suspens. Par ailleurs, compte tenu du fait que sur les 750 parlementaires qui composent l'UIP, seuls 32,4 pour cent sont des femmes, je ne voulais pas manquer l'occasion de recueillir et d'échanger des vues et des idées avec le Forum des femmes parlementaires – le groupe qui dirige les travaux politiques que nous menons pour corriger les disparités entre les hommes et les femmes dans la représentation politique. Suivre le programme d'égalité des sexes est l'un de mes engagements phares de Présidente de l'UIP. C'est pourquoi je n'aurai de cesse de le promouvoir au cours des dix-huit mois à venir, en étroite collaboration avec des hommes et des femmes qui encouragent l'égalité de représentation à l'échelle mondiale.

Le troisième semestre d'activités de la présidence a commencé dès la fin de notre 139^e Assemblée. La première de ces activités s'inscrivait dans le cadre du **Forum mondial de l'investissement**, qui s'est tenu du 22 au 26 octobre 2018, à Genève. A l'invitation du Secrétaire général de la **CNUCED**, Mukhisa Kituyi, j'ai assisté à la cérémonie d'inauguration du Forum. C'est la première fois qu'un parlementaire participait à cette importante réunion multipartite de haut niveau, et également la première fois que la présidence de l'UIP était présente à ce Forum depuis sa création il y a dix ans.

La première activité organisée dans le cadre de cette manifestation était l'**atelier dédié aux parlementaires, intitulé Financer les objectifs de développement durable : comment combler le déficit ?**, organisé par la CNUCED, le Groupe des Nations Unies pour le développement durable et l'UIP. D'après le *Rapport sur l'investissement dans le monde* de 2014, le déficit annuel d'investis-



Forum mondial de l'investissement 2018, Genève, Suisse.

sement dans les principaux secteurs des ODD des pays en développement s'élève en moyenne à 2 500 milliards de dollars par an. L'atelier portait sur les moyens de réduire cet énorme fossé et de financer le Programme 2030 au niveau des pays. Les parlements nationaux jouent un rôle de premier plan à cet égard, puisque ce sont eux qui fixent les priorités en matière de réformes et qui élaborent les lois visant à créer un cadre favorable à la réalisation des ODD sur le plan législatif. Les questions soulevées portaient sur les approches novatrices et les principaux moyens de financement pour atteindre les ODD, l'interaction entre les parlements, les décideurs et le secteur privé, la surveillance des activités de budgétisation, les politiques d'investissement, et d'autres moyens d'atteindre de meilleurs résultats en matière de développement durable. Dans mon intervention, j'ai insisté sur le fait que les travaux des parlementaires étaient indispensables pour offrir des garanties et établir un cadre juridique adéquat en vue de créer des conditions attractives et sûres pour l'investissement durable, afin de contribuer au développement économique – l'objectif ultime étant d'offrir de meilleures conditions de vie aux populations.

Les 25 et 26 octobre 2018, j'ai eu l'immense plaisir de prononcer une allocution à l'inauguration du **Sixième Forum humanitaire international** organisé à Bakou (**Azerbaïdjan**). Cet événement rassemblait des responsables politiques, scientifiques et culturels de la communauté internationale, dans le but de tenir des dialogues, des débats et des échanges de vues sur un large éventail de questions mondiales concernant l'ensemble de l'humanité. A cette occasion, il me paraissait essentiel de prendre la parole en faveur du multilatéralisme, sachant qu'il est actuellement confronté à de graves menaces, telles que le populisme, le nationalisme et la propagation des informations mensongères.



La Présidente de l'UIP et Ilham Aliyev, Président de l'Azerbaïdjan.

Dans le cadre de cet événement, j'ai eu l'honneur de m'entretenir avec le Président de l'Azerbaïdjan, Ilham Aliyev, pour parler du programme de l'UIP et de la prochaine session du Forum des jeunes parlementaires, visant à doter ces derniers de meilleurs outils en matière de résolution de problèmes et à leur permettre de légiférer en

faveur des générations à venir. J'ai abordé les derniers détails de l'organisation du Forum avec le Ministre des affaires étrangères, Elmar Mammadyarov, le Président de l'Assemblée nationale, Ogtay Asadov, le Vice-Président du Parlement, Valeh Alasgarov, et le Ministre de la jeunesse et des sports, Azad Rahimov.

Le 29 octobre 2018, j'ai assisté au **Sommet parlementaire mondial contre la faim et la malnutrition**, organisé par la FAO à Madrid (**Espagne**). Cette réunion – la première du genre – visait à stimuler la volonté politique d'atteindre l'Objectif 2 des ODD au niveau international. Selon la FAO, le nombre de personnes souffrant de la faim a chuté de manière significative ces vingt dernières années. Toutefois, la tendance s'est inversée en 2016, notamment à cause des changements climatiques et d'un ralentissement de la croissance économique. A titre d'exemple, le

nombre de personnes sous-alimentées dans le monde était de 821 millions en 2017, contre 815 millions en 2016. Ce sommet a donc été l'occasion de nous rappeler l'immense responsabilité qui nous incombe, en tant que membres du corps législatif, d'aider nos pays respectifs à bâtir des sociétés où la faim n'existe pas, et par là même, de promouvoir une existence plus digne aux peuples de nos pays.



La Présidente de l'UIP au Sommet parlementaire mondial contre la faim et la malnutrition, à Madrid (Espagne). © FAO/Thomas Canet

En tant que Présidente de l'UIP, j'ai rendu compte des travaux menés en collaboration avec la FAO et le PMNCH pour proposer des outils parlementaires visant à améliorer les lois sur différentes questions, notamment la malnutrition, le diabète, l'obésité et le surpoids. De tels outils permettront aux parlementaires nationaux de bénéficier de l'expérience de la FAO et nous aideront à mettre en œuvre des lois qui traitent plus efficacement les problèmes liés à la nutrition. Entretenir des liens étroits avec la communauté internationale est l'une de nos fonctions essentielles. En conséquence, il est fondamental de coordonner nos activités avec celles de l'ONU, afin de créer des synergies pour atteindre nos objectifs communs, renforcer nos actions et les rendre plus pertinentes.

Faire partie de la communauté internationale suppose aussi d'être informé des discussions qui se tiennent dans divers forums multilatéraux et des accords qui y sont conclus. Aujourd'hui, le sommet du G20 est l'une des plus importantes réunions multilatérales à l'échelle mondiale et, par là même, un mécanisme de dialogue de haut niveau auquel les parlementaires doivent accorder toute leur attention. Il y a cinq ans, nous avons organisé un sommet du «P20» au Mexique, qui rassemblait des parlementaires de ces 20 pays représentant 85 pour cent du PIB mondial et deux tiers de la population mondiale. A la lumière de cet exemple, à l'initiative de l'UIP et avec l'appui de l'**Argentine**, un sommet parallèle au **G20**, le **P20**, a été organisé dix ans après le premier sommet du G20.

Le sommet du P20 a abouti à un accord sous la forme d'une déclaration qui constate l'érosion de la confiance dans la démocratie, laquelle a conduit à la résurgence de tendances autoritaires et populistes au sein des gouvernements. Nous avons reconnu que la défense des droits et des libertés s'était dissipée face à la montée de l'insécurité et à la baisse de la croissance économique, ce qui restreint les possibilités des futures générations. Les parlementaires des 20 premières puissances économiques (à l'exception des Etats-Unis et de l'Australie, qui se trouvaient en période électorale et ne pouvaient être représentés) ont pris des engagements et adopté la déclaration par consensus – une étape importante pour la diplomatie parlementaire.



La Présidente de l'UIP avec les parlementaires Emilio Monzó, Gabriela Michetti et Anthony Gooch, représentant le Secrétaire général de l'OCDE.

En outre, dans le cadre de la réunion des Présidents de parlement des pays du P20, je me suis entretenue avec Emilio Monzó, Président de la Chambre des députés de l'Argentine, Federico Pinedo, Président du Sénat à titre temporaire, et Gabriela Michetti, Vice-Présidente de l'Argentine. Nous avons échangé des idées sur les politiques publiques, notamment en vue d'une véritable autonomisation des femmes. J'ai également eu la chance de m'entretenir avec la Présidente de la Lok Sabha de l'Inde, Sumitra Mahajan, sur la création à l'échelle nationale de volets parlementaires de l'initiative onusienne «Chaque femme, chaque enfant», dont l'objectif est la mise en œuvre de programmes de santé maternelle, néonatale, infantile et des adolescents. J'ai également eu l'occasion de discuter avec Ana Pastor Julián, Présidente du Congrès des Députés de l'Espagne, et Maya Alejandra Fernández Allende, la deuxième femme à avoir présidé la Chambre des députés du Chili, des actions menées en faveur de l'inclusion des femmes et de la nécessité de trouver des outils pour parvenir à leur pleine autonomisation. Dernier point et non des moindres, dans le cadre d'un dialogue très fructueux avec Li Jianguo, Vice-Président du Comité permanent de l'Assemblée populaire nationale de Chine, nous avons convenu de continuer à promouvoir un programme législatif et économique visant à défendre le multilatéralisme et à favoriser le programme des ODD.

Le 23 novembre, je me suis rendue en Espagne pour participer à plusieurs réunions de travail de l'UIP, auxquelles participaient également José Ignacio Echániz, Chef de la délégation parlementaire de l'Espagne à l'UIP, ainsi que Pío García-Escudero et Ana Pastor, respectivement Président du Sénat et Présidente du Congrès des Députés de l'Espagne. Les travaux réalisés en collaboration avec la délégation de l'Espagne portaient sur les migrations, la paix et la sécurité, et suivaient les lignes directrices du Pacte mondial sur les migrations, élaboré sous les auspices de l'ONU.

Du 20 au 22 novembre s'est tenu le **séminaire régional sur la mise en œuvre du Programme 2030** organisé par Israël à l'intention des parlements du Groupe géopolitique des Douze Plus de l'UIP et des parlements d'Asie de l'Est. A l'ouverture de ce séminaire, j'ai insisté sur la nécessité de ne pas perdre de vue la nature inclusive du Programme 2030, l'importance de garder à l'esprit l'objectif de ne laisser personne de côté, et le rôle décisif que les parlements jouent pour promouvoir ce programme et les principes démocratiques.



La Présidente de l'UIP et le Ministre israélien délégué au Cabinet du Premier ministre, Michael Oren.

A cette occasion, j'ai eu le plaisir de m'entretenir avec les Présidents des Parlements d'Israël, Yuli Edelstein, et de Chypre, Demetris Syllouris. Nous avons évoqué la nécessité d'améliorer la visibilité et la pertinence de l'UIP comme plateforme de dialogue entre les parlements, afin de promouvoir des politiques plus inclusives et axées sur le développement dans les quelque 180 pays dont le parlement est membre de notre Organisation. J'ai également discuté avec des parlementaires de différents partis politiques israéliens pour connaître leur point de vue et leurs propositions sur les conflits qui touchent la région. Mon intention était d'avoir une meilleure vue d'ensemble de cette question incontestablement complexe.

Puis le temps est venu d'aborder une question de nature différente : les technologies et les systèmes de communication. Organisée tous les deux ans par l'UIP, la **Conférence mondiale sur l'e-Parlement** s'est tenue du 3 au 5 décembre 2018, à Genève (Suisse). Aujourd'hui, 70 pour cent des parlementaires utilisent les réseaux sociaux pour communiquer et interagir avec le public. Cette réunion de portée mondiale est donc un outil utile pour analyser la manière dont les parlements incluent les technologies dans leurs activités en vue de bâtir des institutions plus ouvertes, transparentes et inclusives.

Le Président du Groupe des Douze Plus, Duarte Pacheco, a participé à cette manifestation en mon nom. Il y a prononcé une allocution sur la nécessité d'adopter de nouvelles pratiques parlementaires qui intègrent des innovations technologiques, tout en gardant à l'esprit que celles-ci n'entraînent pas automatiquement des changements bénéfiques pour la société. Par conséquent, en tant que parlementaires, il nous incombe d'œuvrer collectivement pour mettre les technologies au service du bien commun.

A l'issue de mon séjour en Israël, j'ai eu le plaisir d'assister à la **Conférence parlementaire sur les migrations en prévision de l'adoption du Pacte mondial pour des migrations sûres, ordonnées et régulières**, à Rabat (**Maroc**), du 6 au 7 décembre. Etant donné qu'une personne sur trente aujourd'hui est migrante, et au vu de la récente crise migratoire mondiale, il devient plus urgent que jamais d'assortir de garanties les engagements mondiaux pris par nos gouvernements. Donner une assise parlementaire au Pacte mondial le dote immanquablement de garanties. Cela permet, en outre, de s'assurer que les processus de mise en œuvre et de modification des lois seront bien exécutés conformément au Pacte.

Dans cette optique, deux journées de travail intensif ont été organisées au Maroc. L'objectif était de réfléchir, avec des parlementaires du monde entier, aux possibilités qui s'offrent pour mettre en œuvre le Pacte mondial dans les différents pays et obtenir les répercussions sociales attendues. A cette fin, je me suis entretenue avec le Président de la Chambre des représentants du **Maroc**, Habib El Malki, et le Président de la Chambre des Conseillers, Hakim Benchamach, pour organiser le premier congrès parlementaire de mise en œuvre du Pacte mondial. J'ai également échangé des vues avec Saad-Eddine El Othmani, le Chef du Gouvernement du Maroc, sur les bonnes pratiques en matière de politiques publiques pour générer des conditions propices au développement.



Le Premier Ministre marocain, Saad-Eddine El Othmani, et la Présidente de l'UIP, Gabriela Cuevas.

Après avoir traité la question des migrations – l'une des plus controversées à l'heure actuelle –, je me suis attelée à un autre thème important, celui des changements climatiques. L'UIP, en collaboration avec le Sejm polonais, a organisé une **réunion parlementaire à l'occasion de la COP24**, le 9 décembre 2018, à Cracovie (**Pologne**).

En ma qualité de Présidente de l'UIP, au nom des parlementaires du monde entier, j'ai présenté le nouveau guide parlementaire destiné à doter les pays de meilleurs instruments pour légiférer en conformité avec les objectifs établis dans l'Accord de Paris. Le guide parlementaire expose les critères minimums que toutes les lois doivent contenir, notamment: 1) des résultats quantifiables pour les lois concernées, ainsi qu'une définition claire des



Gabriela Cuevas présidant la réunion parlementaire à l'occasion de la COP24, en Pologne.

périodes de mise en œuvre et des autorités d'exécution, et 2) l'établissement d'avantages fiscaux pour inciter les organismes sociaux et les acteurs privés à réduire les émissions de carbone et de gaz à effet de serre. Cette manifestation a globalement permis de souligner la nécessité d'élaborer des législations constituant un cadre officiel pour des politiques environnementales et sociales efficaces aux niveaux local et régional – l'objectif étant de protéger les populations les plus exposées aux impacts environnementaux et de créer des conditions propices à un développement économique durable.

Un autre thème que j'ai eu l'occasion de traiter au second semestre de l'année dernière est la santé maternelle, néonatale, infantile et des adolescents. En 2017, près de 3,2 millions d'enfants et d'adolescents ont perdu la vie en raison de blessures ou de maladies infectieuses guérissables ou évitables. Au total, 43 pour cent des enfants de moins de cinq ans ne bénéficient pas des conditions leur permettant d'avoir un développement optimal. Enfin, entre 2005 et 2016, une fille, adolescente ou femme sur cinq a été victime de violence physique ou sexuelle. C'est forte de ces considérations que j'ai assisté, les 12 et 13 décembre, au **Forum 2018 des partenaires du PMNCH**, organisé à New Delhi (**Inde**). Avec le Premier Ministre de l'Inde, Narendra Modi, nous avons présenté des critères de fond à prendre en compte dans les politiques en faveur de la santé des femmes et des enfants.

Par ailleurs, avec le Premier Ministre de l'Inde, la Présidente du PMNCH, le Ministre de l'Union chargé de la santé et du bien-être de la famille de l'Inde, la Présidente du Réseau africain des jeunes et adolescents et le Vice-Premier Ministre du Népal, j'ai participé à l'inauguration du Forum des partenaires, où j'ai prononcé une allocution sur le rôle que jouent les femmes en politique pour défendre leurs droits et ceux des enfants et sur les obstacles que les femmes parlementaires rencontrent encore pour accéder à des postes au sein des organes politiques. J'ai également insisté sur l'impérieuse nécessité, pour les parlementaires, de traduire leurs discours en actes, d'élaborer et d'adopter des lois qui garantissent la santé des personnes, surtout des femmes, dans des systèmes publics dotés de suffisamment de personnels de santé, d'équipements médicaux et de médicaments, et dont les politiques publiques sont axées sur la prévention.

Parmi les engagements législatifs qui ont été pris, l'un des plus névralgiques est celui qui a trait à l'amélioration des conditions dans le domaine de la santé maternelle, néonatale et infantile. D'une part parce que c'est un droit fondamental, d'autre part



Conférence mondiale des jeunes parlementaires, décembre 2019, Bakou, Azerbaïdjan.

parce que des femmes sont encore victimes d'inégalités d'accès aux services médicaux. Nous sommes également convenus des attributions des groupes de travail et des commissions chargés de veiller à la mise en œuvre de la résolution de l'UIP *Accès à la santé, un droit fondamental: quel rôle les parlements peuvent-ils jouer pour garantir la santé aux femmes et aux enfants?*, adoptée en 2012. Il s'agit, à travers ces commissions, d'élaborer des plans d'action pour définir des mesures concrètes en vue de l'application de la résolution au niveau national et d'assurer le suivi de la mise en œuvre des engagements qu'elle contient avec l'aide du Groupe consultatif de l'UIP sur la santé.

Comme prévu lors du Forum humanitaire international de Bakou, la **Conférence mondiale des jeunes parlementaires** a commencé le 14 décembre à **Bakou (Azerbaïdjan)**. Alors que près de la moitié de la population mondiale a moins de 30 ans, seulement 1,9 pour cent des parlementaires appartiennent aujourd'hui à cette classe d'âge, ce qui témoigne d'un sérieux problème de sous-représentation des jeunes dans les parlements. En tenant compte de cette réalité, ce forum visait à encourager les parlementaires à mettre en place de meilleures politiques publiques pour autonomiser efficacement les jeunes par le biais de l'éducation, mais aussi en leur offrant des possibilités d'emploi, des bourses d'études, un accès inclusif aux ressources technologiques, etc. Les jeunes parlementaires constituent une priorité pour moi et il est extrêmement important de déployer des efforts constants pour faire en sorte que les jeunes soient bien représentés dans les organes législatifs.

Quelques jours plus tard, les 15 et 16 décembre, le **Forum de Doha** s'est déroulé dans la capitale du **Qatar**. Cette manifestation a donné lieu à un dialogue politique de haut niveau, sur le thème *Concevoir la politique dans un monde interconnecté*, principalement orienté vers la sécurité, la paix et la médiation, et les questions de développement économique. J'ai profité de ma présence à ce forum pour rencontrer le Premier Ministre du **Qatar**, Abdulla bin Nasser bin Khalifa Al-Thani, ainsi que le président du Conseil de la choura, Ahmed bin Abdullah Al-Mahmoud, et discuter du programme de la 140ème Assemblée. Ensemble, nous avons avancé dans la préparation d'ateliers et de séminaires thématiques que nous jugeons particulièrement aptes à aider les parlementaires à présenter des propositions de lois et de politiques publiques. A cette date nous avons déjà discuté de différents projets et prévu notamment l'organisation d'une réunion-débat de haut niveau à



Le Premier Ministre du Qatar, Abdulla bin Nasser bin Khalifa Al-Thani et la Présidente de l'UIP, Gabriela Cuevas. © Shura Council 2019



Le Président du Conseil de la choura, Ahmed bin Abdullah Al-Mahmoud et la Présidente de l'UIP, Gabriela Cuevas. © Shura Council 2019

l'intention des présidents de parlements, d'un atelier sur la santé maternelle, infantile et des adolescents et d'un autre atelier sur la législation visant à prévenir et à combattre le terrorisme.

Le 22 décembre, je me suis rendue en Palestine et le 24 décembre au matin j'ai rencontré le Ministre des affaires étrangères de la **Palestine**, Riad Malki, ainsi qu'une délégation de parlementaires du

Conseil législatif palestinien pour un échange de vues sur la situation politique et la situation des droits de l'homme dans la région. Nous avons aussi discuté des solutions diplomatiques envisageables pour promouvoir la paix au Moyen-Orient, et sommes tombés d'accord sur l'utilité du rôle des parlementaires et de l'UIP en la matière.

Le 26 décembre j'ai rencontré le Président de la Knesset israélienne, Yuli Edelstein, ainsi que le Président de la commission des Relations étrangères, Avi Dichter. C'était une période particulièrement intéressante pour visiter **Israël**, puisque ma présence a coïncidé avec la dissolution du Parlement et la décision d'organiser des élections en 2019. Dans les périodes d'ajustement de la politique intérieure, il est d'autant plus important de soigner la politique étrangère. C'est la raison pour laquelle je me suis entretenue avec Avi Dichter du conflit israélo-palestinien et de la situation des droits de l'homme dans l'ensemble des territoires. Ma conversation avec le Président Edelstein a, quant à elle, porté sur le travail conjoint de l'UIP et de la Knesset. Nous avons reconnu l'importance de l'UIP en tant que plateforme de promotion du dialogue dans la région et de recherche de solutions pacifiques.



La Présidente de l'UIP, Gabriela Cuevas, et Yuli Edelstein, Président de la Knesset. © Isaac Harari

Ensuite, le 8 janvier, j'ai eu l'honneur de rencontrer le Roi Salman bin Abdulaziz Al-Saud d'**Arabie saoudite**. Nous avons eu de très intéressants échanges sur le rôle des parlements dans la résolution des problèmes sociaux, les questions des droits de l'homme et la sécurité mondiale. Avec le Président du Conseil consultatif, Abdullah Mohammed Ibrahim Al-Sheikh, j'ai également discuté des relations de l'Arabie saoudite avec l'UIP et des possibilités d'approfondissement de notre coopération.



Le Roi Salman bin Abdulaziz Al-Saud et la Présidente de l'UIP, Gabriela Cuevas. © BANDAR ALGALLOUD/SAUDI KINGDOM COUNCIL/HANDOUT/Anadolu Agency



La Présidente de l'UIP en compagnie du Prince des Emirats arabes unis, Mohamed bin Zayed al-Nahyan. © Faizan Hashmi/UrduPoint Network

J'ai poursuivi ma série de visites de travail en séjournant du 10 au 17 janvier à Abou Dhabi (**Emirats arabes unis**) où se déroulait l'**Assemblée générale de l'Agence internationale pour les énergies renouvelables (IRENA)**. Ce fut pour moi un grand plaisir d'avoir un entretien très enrichissant avec Mohammed bin Zayed al-Nahyan, Prince héritier des Emirats arabes unis. J'ai pu constater l'engagement du Prince héritier qui partage les objectifs de l'UIP et s'efforce de promouvoir l'égalité entre les sexes et la tolérance dans son pays par des réformes législatives et des mesures exécutives. Nous avons aussi discuté des droits de l'homme, de la lutte contre le terrorisme, du commerce international et de l'importance des investissements pour la création d'emplois et la génération d'opportunités. Pendant cette visite, j'ai aussi rencontré la Présidente du Conseil national fédéral, Amal Al Qubaisi, première femme à diriger une Assemblée nationale aux **Emirats arabes unis** et dans la région. Elle représente, à n'en pas douter, un formidable exemple de l'autonomisation des femmes et d'une participation féminine au parlement que l'UIP cherche activement à promouvoir.

Quant à ma participation à l'Assemblée de l'IRENA, ce fut une occasion propice à la réflexion sur l'importance des efforts des parlementaires pour encourager la progression des énergies renouvelables. Cet objectif, qui est naturellement lié aux changements climatiques, a aussi des effets sur l'inclusion sociale. En effet, comme il est désormais évident que les moyens traditionnels de génération et de distribution d'énergie ne permettront pas un accès universel et inclusif, les énergies renouvelables pourraient représenter la seule solution d'y parvenir. Il faut maintenant imaginer des changements efficaces dans ce domaine et, pour le bien de nos sociétés, établir un lien entre le programme de lutte contre les changements climatiques et celui de l'inclusion sociale, qui sont tous deux au cœur des ODD. L'IRENA a fait la preuve de son rôle moteur en la matière.

Le 13 janvier, je me suis rendue au **Koweït** où j'ai eu l'honneur de rencontrer l'Émir, le Cheikh Sabah Al-Ahmad Al-Jaber Al-Sabah. Il mène une politique de dialogue et travaille à l'établissement de relations de compréhension dans la région. En outre, son leadership en matière de levée de fonds au bénéfice des réfugiés a permis de porter assistance à des millions de personnes. Notre discussion a donc porté sur le rôle que l'UIP joue en la matière ainsi que sur notre responsabilité vis-à-vis de la question humanitaire à l'échelle mondiale et nationale.

Dans le cadre de mes réunions de travail dans les pays du Moyen-Orient et dans le Golfe persique, je me suis également rendue au **Bahreïn** où j'ai séjourné du 16 au 19 janvier. Durant cette visite, j'ai eu le grand honneur de rencontrer le Roi Hamad bin Isa Al-Khalifa, avec lequel j'ai discuté de l'importance de la tolérance et du dialogue pour créer un climat de stabilité internationale. Ce fut aussi un plaisir de rencontrer Fawzia Abdulla Yusuf Zainal, première femme élue à la présidence d'un parlement dans la région, dont le discours en faveur des femmes est un formidable message d'égalité entre les sexes qui aura toujours sa place à l'UIP.

Avec le Président du Conseil consultatif, Ali bin Saleh Al-Saleh et mes collègues parlementaires, nous avons discuté des possibilités de développement de la coopération entre l'UIP et le Bahreïn. J'ai également rencontré la Princesse Sabeeka bin Ibrahim Al-Khalifa, Présidente du Conseil suprême des femmes, le Ministre de l'intérieur, le Cheikh Rashid bin Abdulla Al-Khalifa, le Ministre des affaires étrangères, le Cheikh Khalid bin Ahmed bin Mohammed Al-Khalifa, ainsi que la Présidente de l'Institut national des droits de l'homme, Maria Khoury.

Ma visite dans la péninsule arabe m'a aussi permis de tenir d'importantes réunions à **Oman**, entre le 20 et le 26 janvier. Ce fut l'occasion de très intéressants échanges d'idées et de propositions législatives avec le Président du Conseil consultatif, le Cheikh Khalid bin Hilal Al-Maawali, et avec le Président du Conseil de l'Etat, Yahya bin Mahfoudh Al-Manthri ainsi qu'avec des collègues parlementaires. Nous avons parlé des possibilités de coopération entre l'UIP et Oman et envisagé la perspective de nouveaux projets régionaux. J'ai aussi rencontré Sayyid Fahd bin Mahmoud Al-Said, Vice-Premier Ministre, avec lequel j'ai eu un échange très productif et très intéressant. Oman est un pays jeune qui commence à concevoir ses institutions d'une manière plus représentative et plus inclusive tout en conservant ses traditions, dans un climat de tolérance et d'ouverture. Nous sommes convenus de la nécessité d'un dialogue parlementaire multilatéral, dans lequel l'UIP a un rôle essentiel à jouer.



Le Président du Conseil de l'Etat, Yahya bin Mahfoudh Al-Manthri, et Gabriela Cuevas, Présidente de l'UIP © The court of the royal hospitality

Une fois achevé mon voyage de travail au Moyen-Orient, il était temps de me rendre à Genève pour présider la **Première réunion du Comité préparatoire de la Cinquième Conférence mondiale des Présidents de parlement** qui s'est tenue les 8 et 9 février à Genève (**Suisse**). Cette Conférence, qui se déroulera à **Doha** en 2020, sera de la plus haute importance pour la défense du multila-

téralisme, la construction d'un monde plus solidaire par la mise en œuvre du Programme 2030 et le renforcement des parlements, principales institutions de représentation des citoyens. Dans le souci d'une bonne préparation de cette manifestation, j'ai assuré la conduite des quatre réunions du Comité préparatoire, au cours desquelles toutes les modalités nécessaires ont été discutées. Ce fut également l'occasion d'organiser, avec la Présidente du Parlement **serbe**, Maja Gojkovic, une cérémonie de signature en prévision de l'accueil par la **Serbie** de la 141^e Assemblée de l'UIP.

Les quatre réunions tenues sur ces journées ont abordé différents thèmes : comment rapprocher les parlements des citoyens, concevoir des institutions qui dynamisent la gouvernance démocratique, élaborer des plans d'action donnant la priorité aux familles qui veulent être parties prenantes de meilleures politiques de développement, trouver des solutions aux problèmes que poseront d'éventuels ralentissements économiques (en particulier pour l'emploi et les revenus), définir des stratégies de lutte contre les changements climatiques et les énormes inégalités sociales qui perdurent dans nos sociétés, etc.

Le 10 février, s'est déroulée au Caire (**Egypte**) la **séance des auditions du Parlement arabe** visant à retirer le Soudan de la liste des pays soutenant le terrorisme et à favoriser des échanges de vues entre participants. Le président du groupe des Douze Plus, Duarte Pacheco, m'a remplacée à cette occasion, comme Ulrika Karlsson l'avait fait en septembre 2018 pour le **Premier séminaire régional arabe sur la mise en œuvre des ODD**. Il est particulièrement important de veiller à la présence et à la participation de l'UIP aux réunions interparlementaires régionales parce que celles-ci sont la concrétisation d'efforts déployés par des nations voisines pour coopérer et se coordonner pour le bien de leurs peuples, ce qui constitue l'essence même de ce que l'UIP cherche à promouvoir.

En parallèle de la réunion du Comité préparatoire de la Cinquième Conférence mondiale des Présidents de parlement, une rencontre avec une équipe de l'ONU a permis de finaliser l'**Audition parlementaire annuelle à l'ONU** qui s'est déroulée les 21 et 22 février. Cette année, l'audition a donné lieu à un examen du système multilatéral et a servi de plateforme de discussion sur la façon dont les politiques et les institutions nationales peuvent stimuler le système multilatéral sous tous ses aspects. A cette occasion, j'ai eu le grand plaisir de m'entretenir avec le Secrétaire général Antonio Guterres et la Présidente de l'Assemblée générale María Fernanda Espinosa. Pour cet entretien, j'étais accompagnée du Secrétaire général de l'UIP, Martin Chungong, de la Présidente du Bureau des femmes parlementaires, Susan Kihika, de la Vice-Présidente de la Commission permanente des Affaires des Nations Unies, Safa Al-Hashem, du Président du Conseil de la choura, Ahmad bin Abdullah Al-Mahmoud, ainsi que de représentants de l'équipe du Secrétariat de l'UIP pour discuter de l'importance de la relation entre l'ONU et l'UIP, et réaffirmer l'engagement de l'UIP en faveur de la réalisation du Programme de développement durable. Le lendemain, nous avons discuté du renforcement de la coopération entre les Nations Unies et l'UIP dans le domaine de la lutte antiterrorisme avec Vladimir Voronkov, Secrétaire général adjoint au Bureau de la lutte contre le terrorisme des Nations Unies, et José Ignacio Echániz, Président de la Commission permanente de la paix et de la sécurité internationale de l'UIP.



Première réunion du Comité préparatoire de la 5^e Conférence mondiale des Présidents de parlement 2019. © IPU/Jorky



Le Secrétaire général de l'ONU, António Guterres, et la Présidente de l'UIP, Gabriela Cuevas. © UN Photo/Loey Felipe

En ma qualité de Présidente de l'UIP, je suis certaine que la défense du multilatéralisme est essentielle pour nous aider à affronter ensemble les défis qui nous sont communs et à réaliser le Programme 2030. A une époque où le modèle démocratique de gouvernance connaît une crise de confiance, il est impératif de défendre le multilatéralisme. C'est dans ce contexte que j'ai eu l'honneur de prononcer, à l'Audition, un discours qui insistait sur la nécessité de considérer la défense du multilatéralisme comme un moyen de sauvegarder l'intérêt national, car nous sommes confrontés à de problèmes qui nous sont communs et que nous ne sommes pas en mesure de résoudre isolément. Aujourd'hui il est, plus que jamais, impératif d'agir ensemble.

Quelques semaines plus tard, j'étais à nouveau au Siège de l'ONU, du 11 au 14 mars, cette fois pour assister à la soixante-troisième session de la **Commission de la condition de la femme (CSW63)** où il a été question des systèmes de protection sociale, de l'accès aux services publics, des infrastructures durables au service de l'égalité des sexes et de l'autonomisation des femmes et des filles. Le 11 mars, j'ai participé à une table ronde de haut niveau qui a donné lieu à un dialogue entre des responsables de la société civile internationale et des dirigeantes de parlements sur la promotion des droits fondamentaux des femmes et des filles au niveau de la gouvernance internationale et nationale. Je me réjouis d'avoir pu faire état de mes propres expériences en la matière, en particulier parce que les questions de genre me tiennent très à cœur.

La deuxième journée de cette manifestation était particulièrement stimulante puisque je devais prendre part à deux événements connexes différents ainsi qu'à une conférence de presse. J'ai d'abord assisté à la réunion de haut niveau sur les femmes au pouvoir organisée par le Président de l'Assemblée générale des

Nations Unies, à laquelle j'ai eu l'occasion de prendre la parole pour souligner la nécessité de continuer à œuvrer en faveur de la parité entre les sexes et de faire de la parité hommes-femmes dans les parlements un objectif mondial. J'ai ensuite participé à l'événement sur la violence sexuelle organisée conjointement par l'UIP et l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe (APCE). Cette réunion-débat a donné lieu à des discussions sur les moyens de prévenir et de combattre le sexisme, le harcèlement et la violence à l'encontre des femmes dans les parlements, ainsi que sur les mesures à prendre pour éviter les violences faites aux femmes en période électorale.

Le 13 mars était organisée une **réunion parlementaire**, dont le but essentiel était de partager les bonnes pratiques mises en place dans les parlements pour voter des lois sur des systèmes de protection sociale sensibles au genre, auxquels les femmes aient véritablement accès et dont elles puissent vraiment bénéficier, ainsi que pour allouer les budgets correspondants et en contrôler l'application. Enfin, le 14 mars j'ai participé à un événement sur le thème *De la masse critique à la parité entre les sexes – les femmes au gouvernement font vraiment la différence !* où j'ai débattu avec d'autres intervenantes de haut niveau, en partenariat avec plusieurs ONG, notamment la **League of Women Voters**, des changements positifs introduits par des femmes à des postes de direction, en particulier dans le domaine de la protection sociale et dans la lutte pour éradiquer la violence sexiste. J'ai saisi cette occasion pour souligner l'importance de faire de la sphère politique un lieu où les femmes soient en sécurité et affirmer que les violences que les femmes continuent à subir dans le contexte politique ne doivent jamais ni être considérées comme la norme ni être ignorées. Le paysage de la politique et du pouvoir change au fur et à mesure que des femmes y prennent place. Il faut plus de femmes au pouvoir pour que les jeunes générations s'inspirent de leur exemple et amplifient le mouvement.



La Présidente de l'UIP, Gabriela Cuevas, lors de la réunion parlementaire organisée avec ONU Femmes à l'occasion de la 63^{ème} session de la Commission de la condition de la femme. © Joel Thomas Sheakoski

3. Nos réalisations et nos projets d'avenir

Même si nous avons travaillé dur pendant ces derniers mois, il reste encore beaucoup à faire. J'ai décidé d'organiser pour la première fois un **Dialogue de haut niveau** avec les présidents de parlement dans le cadre de la 140^e Assemblée au Qatar. Je conçois ce dialogue comme un nouveau mécanisme de coordination, un moyen d'établir une concertation plus étroite, d'échanger davantage d'expériences et de renforcer les relations entre les Membres de l'UIP.

Le programme économique mondial est l'une des questions en suspens qui ne saurait rester à l'arrière-plan des travaux de l'Organisation. La Conférence parlementaire sur l'OMC, le P20 et la Commission permanente du développement durable, du financement et du commerce de l'UIP doivent avoir une stratégie plus claire qui permette d'apporter une réponse plus appropriée aux énormes défis que posent les guerres commerciales, les nouveaux modes de paiement, le protectionnisme et la révolution technologique, lesquels entraîneront indubitablement des changements dans les mécanismes d'emploi, de rémunération et de production. Il faut que l'UIP renforce ses travaux dans le domaine économique pour constituer une plateforme de débats à dominante économique qui contribuera à relever ces défis. La nouvelle Co-Présidente du comité de pilotage de la Conférence parlementaire sur l'OMC, Margaret Mensah-Williams, et les nouveaux membres de ce comité sont conscients de cet impératif et s'efforcent de donner un plus grand écho à cette question, aux côtés du Parlement européen. Dans ce contexte, j'ai proposé au Secrétaire général la création d'un **Groupe consultatif sur l'économie**, et soumis cette proposition en avril au Comité exécutif. Le monde actuel requiert une étude en profondeur de la croissance économique, des emplois, des rémunérations et des évolutions technologiques. En notre qualité de parlementaires, nous devons disposer des meilleurs outils pour affronter ces défis et éviter, dans toute la mesure du possible, qu'ils aient des effets négatifs sur les populations. Il est clair que les avis et conseils d'autres spécialistes seraient très utiles pour constituer ce groupe consultatif. Dans cette optique, il convient de continuer à recenser les experts capables de formuler des avis et des suggestions sur cet important projet.

Nous devons aussi orienter nos efforts vers le Groupe consultatif sur la santé. Ce Groupe, qui fait office de pôle parlementaire mondial pour tous les travaux législatifs en lien avec la santé – un impératif aujourd'hui –, fournit des conseils aux Membres de l'UIP sur la mise en œuvre des engagements en matière de santé et contribue à la conception de supports d'information et de formation pour les parlements. En plus de renouveler et de dynamiser notre engagement auprès du Partenariat pour la santé de la mère, du nouveau-né et de l'enfant (PMNCH), il est essentiel d'innover dans ce domaine. C'est la raison pour laquelle, pour la 140^e Assemblée, nous avons préparé un atelier de trois heures sur la santé maternelle, néonatale et infantile. Ce sera l'occasion pour les membres du Groupe consultatif sur la santé, qui participeront activement à cet atelier, d'exposer les bonnes pratiques législatives, mais aussi d'écouter des intervenants de haut niveau pour tirer parti de leurs riches expériences.

Le **130^e anniversaire** de notre Organisation approche à grands pas. Le 30 juin sera pour nous une date particulière. Ce sera l'occasion de célébrer l'organisation solidaire, plurielle et démocratique qu'est devenue l'UIP, tout en reconnaissant les défis qui restent à relever. Une journée ne suffira pas à cette commémoration et nous devons poursuivre nos efforts de communication tout au long de l'année. Cet anniversaire constitue, en effet, une formidable occasion de montrer au monde ce qu'est notre Organisation et où elle se situe après 130 années d'existence. Dans cette optique, la publication d'un **livre** serait un excellent moyen de documenter et de pérenniser ses travaux. Organisé autour de ce que nous avons fait et de ce que nous voulons accomplir, ce livre serait un moyen efficace de montrer tout ce que nous faisons pour édifier un monde plus démocratique conformément au mandat de l'UIP. Il reste toutefois à trouver des donateurs disposés à financer une partie des dépenses nécessaires à cette publication. Je me permets donc de solliciter votre soutien et je remercie tous ceux qui sont intéressés par cette initiative de prendre contact avec moi.

Nous avons un autre projet très enthousiasmant, celui du **Séminaire de leadership sur le renforcement de la démocratie**. L'idée est d'apporter assistance et conseil à des parlementaires



talentueux pour les aider à tirer parti d'une meilleure maîtrise des compétences en matière de leadership, puis à mettre ces compétences au service de leurs pays respectifs et du monde. En organisant ce séminaire, l'UIP aura la possibilité d'encourager l'engagement des jeunes en politique et d'aider les parlementaires en quête d'outils pour transformer leur réalité nationale. La préparation du séminaire a commencé et nous espérons pouvoir faire prochainement une annonce à ce sujet. Dans un souci d'amélioration constante de la qualité des assemblées, séminaires et manifestations, j'ai participé à la recherche d'intervenants capables de donner de nouvelles perspectives et de meilleurs outils pour accomplir notre travail, pour ce séminaire et d'autres événements organisés par l'UIP. Je vous encourage à susciter des synergies et à participer à la préparation de ce séminaire en recherchant des financements et en constituant des partenariats avec des groupes de réflexion et avec les universités les plus prestigieuses. N'hésitez pas à prendre contact avec moi si vous avez des idées que vous souhaitez partager sur ce point.

Réussir à déployer une communication plus forte et plus efficace, à l'intérieur comme à l'extérieur de l'Organisation, est un autre chantier en cours. Des progrès ont été accomplis en matière de présence sur les **réseaux sociaux**, en particulier sur Twitter et Instagram, mais il faut poursuivre nos efforts pour de visibilité et de présence dans ces médias. Dans cette optique, le

Comité exécutif a déjà commencé à envisager une stratégie de communication pour l'UIP. L'étape suivante, à aborder d'urgence, consistera à faire le lien avec les groupes géopolitiques et les parlements nationaux pour que cette stratégie ait un impact, une résonance et un rayonnement au-delà de Genève.

Par ailleurs, pour renforcer nos liens au sein de l'UIP, il faut promouvoir un meilleur emploi des technologies et concevoir des plateformes plus inclusives et plus souples. La mise en place d'une **application mobile permanente** répondrait à ce besoin. Elle pourrait donner accès aux informations et aux outils les plus pertinents de l'UIP (études, guides, rapports, etc.) et offrir un moyen de communication disponible tout au long de l'année, et pas seulement pendant les Assemblées. Il nous faut créer un espace de communication technologique.

Le répertoire des parlementaires de l'UIP est un autre outil de communication prometteur à créer d'urgence. Il nous permettra de mieux nous connaître, d'être informés de nos activités et de nos thèmes de travail respectifs, et nous donnera le moyen d'échanger. Pour concrétiser ce projet, envoyez vos coordonnées par courriel à president@ipu.org.

Resserrer les liens signifie être plus fréquemment en contact, mais aussi faire acte de présence. Comme je m'y étais engagée lors de la 139^e Assemblée, j'ai accompli plusieurs voyages de travail et je me suis rendue dans 18 pays différents au cours des six derniers mois. Cet été, j'espère répondre à diverses invitations en Europe et me rendre dans des pays des Caraïbes, d'Amérique centrale, d'Amérique du Sud et d'Afrique, tenant ainsi les promesses faites pendant ma campagne pour la présidence de l'UIP. Je poursuivrai naturellement mes visites de travail auprès des groupes géopolitiques et tiendrai des réunions bilatérales pendant la 140^e Assemblée.

Comme je l'explique dans ce rapport, ces tournées de travail m'ont aussi amenée à rencontrer des dirigeants internationaux et à dialoguer avec eux. J'ai ainsi eu l'occasion de recueillir des informations de première main sur diverses réalités internationales et d'apporter mon appui à certaines initiatives, principalement dans le domaine humanitaire qui a fortement besoin de soutien sur notre planète. De plus, la coordination avec les forums et les assemblées régionales a été resserrée au cours des derniers dix-huit mois. Je souhaite en particulier mettre en lumière les efforts de coopération et de dialogue particulièrement pertinents qui ont été déployés auprès du **Parlement latino-américain (PARLATINO)**, de l'**Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe (APCE)**, et de l'**Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe (OSCE)** autour de projets spécifiques lors de repas organisés dans le cadre des Assemblées.

Mon ambition pour l'UIP ne se limite pas à la création des conditions nécessaires pour que nous travaillions ensemble de manière plus étroite et plus dynamique. Je souhaite aussi inclure un plus grand nombre de parlementaires dont les pays ne sont pas encore membres de l'UIP. Dans ce but, je m'efforcerai d'organiser des réunions régionales pour obtenir l'affiliation de ces



pays. A cet égard, je souhaite saluer l'initiative du **Suriname** qui s'est chargé de l'organisation de l'une de ces réunions dans les Caraïbes, à laquelle ont participé des intervenants et des parlementaires qui ont ainsi eu leur premier contact avec l'UIP. Je suis aussi très reconnaissante au **Qatar** qui a fait d'énormes efforts pour permettre la présence à la 140^e Assemblée de parlements qui ne sont pas encore membres de l'UIP. Je félicite en outre le **Parlement du Mercosur (PARLASUR)** qui a déjà demandé à avoir le statut d'Observateur. Mais je suis, surtout, heureuse d'annoncer que Saint-Vincent-et-les-Grenadines deviendra bientôt le 179^{ème} Membre de l'UIP. Nous resserrons les liens avec les assemblées et les forums parlementaires régionaux. Il est essentiel de poursuivre dans cette voie pour atteindre l'universalité.

Dans les dix-huit mois qui viennent, je vais continuer à œuvrer au renforcement des alliances stratégiques avec les principales organisations internationales et les organismes de l'ONU, notamment la CNUCED et la CCNUCC. J'ai établi d'étroites relations avec Patricia Espinosa, Secrétaire exécutive de la CCNUCC, ainsi qu'avec les dirigeants du Forum des pays exportateurs de gaz, dans le but de renforcer, avec la première, notre coopération dans le domaine des changements climatiques et, avec les seconds, notre coopération dans le domaine de l'énergie. Dans la lancée de la réussite des actions que nous avons menées ensemble pour organiser des événements conjoints et discuter d'objectifs communs, il nous faut établir des cadres de coopération institutionnels, ambitieux et pérennes. Dans ce but, j'ai déjà proposé aux dirigeants de ces organisations l'élaboration de stratégies de coopération et j'espère que nous serons bientôt en mesure de présenter les résultats de cette entreprise.

C'est un grand plaisir pour moi d'annoncer qu'avec l'appui de Membres et la coopération d'autres organisations nous avons fait des progrès notables dans la mise en œuvre de certains accords mondiaux. A cet égard, je remercie le **Maroc** pour la conduite du séminaire de Rabat à l'occasion de l'adoption du Pacte mondial pour des migrations sûres, ordonnées et régulières. Ce fut une expérience très enrichissante qui débouchera certainement sur des changements positifs en faveur des migrants. En coopération avec la **CCNUCC**, nous avons réussi à faire avancer le dossier des changements climatiques et acquis des outils en vue de l'application de l'Accord de Paris qu'il convient de mettre en œuvre au plus vite. En coopération avec le **PMNCH**, nous avons accompli de grands progrès en **Inde** en matière d'amélioration de la santé de la mère, du nouveau-né et de l'enfant. De même, avec le **Groupe des Nations Unies pour le développement (GNUD)** et la **CNUCED**, nous avons fait avancer la question du financement du développement, élément central du Programme 2030.

J'ai aussi le plaisir de vous annoncer que nos décisions sont désormais le fruit d'une démarche démocratique plus inclusive. Pour la première fois, la composition du **Comité préparatoire de la Cinquième Conférence mondiale des Présidents de parlement** et celle du **Groupe consultatif de haut niveau sur la lutte contre le terrorisme et l'extrémisme violent** ont été ouvertes au vote des Membres par le biais des groupes géopolitiques. De même, la **Conférence parlementaire sur l'Organisation mondiale du commerce** et le **Groupe consultatif sur la santé**

ont désormais une composition plus équilibrée, avec une représentation de tous les groupes géopolitiques.

Après cet effort de transparence, qui répondait, de mon point de vue, à la fois à une nécessité et à un devoir, nous avons pu examiner ensemble le travail accompli par la présidence de l'Union interparlementaire. La réalisation des objectifs de notre Organisation requiert une nouvelle base de confiance. Celle-ci ne pourra être atteinte qu'en respectant une éthique fondée sur le service et l'engagement, une transparence et une discipline absolues, la démocratie et l'inclusion. C'est un projet exigeant mais tout à fait réalisable et je compte sur le soutien de chacun d'entre vous pour y parvenir.

Au vu de ce vaste panorama de questions qui concernent la planète tout entière, je souhaite m'engager, avec l'UIP, et avec vous tous, à employer le reste de mon mandat de Présidente à redoubler d'efforts, tout en reconnaissant absolument et sincèrement la valeur de chacun d'entre vous, pour mettre à profit la force qui est celle des parlements lorsqu'ils regardent ensemble dans la même direction et visent un même objectif.

Au cours des nombreuses visites que j'ai effectuées dans différents pays, j'ai certes eu l'occasion d'entendre des avis qui ne m'ont pas rassurée sur des questions comme les changements climatiques et les inégalités, l'unilatéralisme et les crises économiques, la violence et le terrorisme, la pauvreté et la faim. Je dois néanmoins dire ici que j'ai aussi constaté la force qui est celle des femmes et des hommes, jeunes et moins jeunes, qui, sans brider d'aucune façon la confiance qu'ils ont dans l'avenir, ont la volonté d'aborder avec espoir les années qui viennent, convaincus qu'il n'y a pas de limite à ce que l'on peut accomplir lorsque l'on avance main dans la main, côte à côte. C'est ainsi que nous donnons le meilleur de nous-mêmes pour assurer le bien-être des populations que nous représentons.

L'UIP est prête à continuer à remplir sa mission et à servir ses objectifs, aux côtés des hommes et des femmes qui se refusent à ériger des murs restreignant les capacités de l'humanité.



Union Interparlementaire

Pour la démocratie. Pour tous.

T +41 22 919 41 50

F +41 22 919 41 60

E postbox@ipu.org

Chemin du Pommier 5
CH – 1218 Le Grand-Saconnex
Genève
www.ipu.org

Gabriela Cuevas Barron

Présidente de l'UIP

T +52 1 55 2270 8667

E president@ipu.org